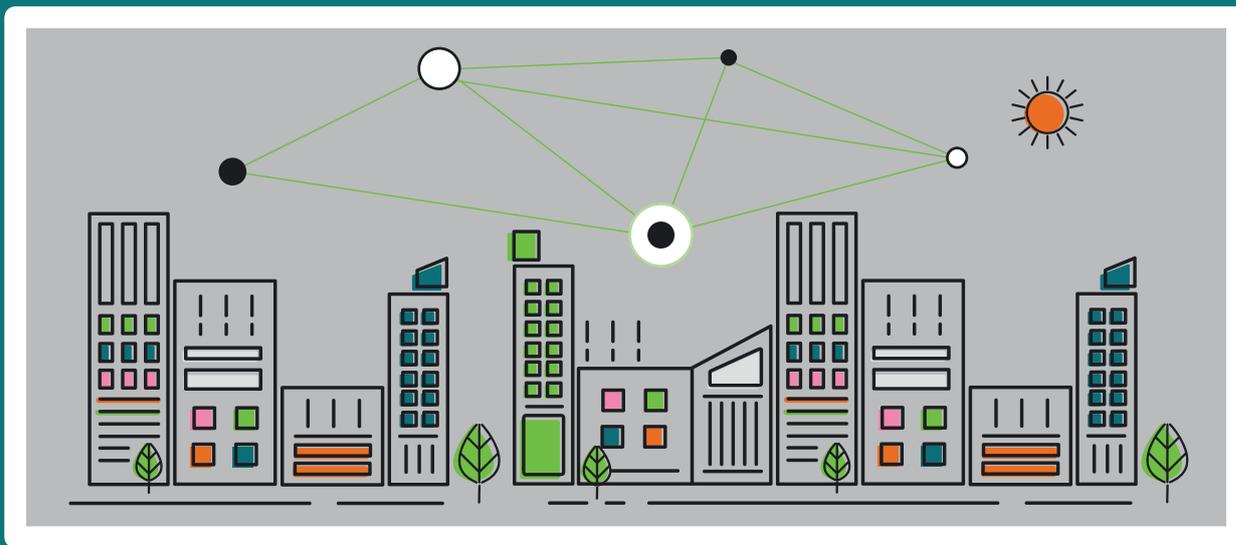




Fédération  
des acteurs de  
la solidarité

HAUTS-DE-FRANCE

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



[www.federationsolidarite.org](http://www.federationsolidarite.org)





**PAGE**

4	Rapport moral
7	Veille sociale
10	Hébergement - Logement
16	IAE/RSA
20	Santé
24	Participation
26	Jeunes
28	Migrants
30	Formation
36	Perspectives 2020
34	Bureau CA / Orga
36	Représentations
36	Adhérents

# SOMMAIRE



**Hugues DENIELE,**  
Président

La passation de Philippe DUMOULIN à Hugues DENIELE, lors de l'assemblée générale de mi-mandat, à la présidence de la fédération régionale des Hauts-de-France s'est appuyée sur deux idées fortes : **prolonger et renforcer les acquis antérieurs, et marquer d'une empreinte nouvelle le modèle économique de la FAS pour s'adapter à l'évolution des besoins, des attentes, des organisations et des pratiques.**

**Sous la nouvelle bannière de la Fédération des Acteurs de la Solidarité,** le mandat précédent a vu la mise en œuvre et l'heureuse réussite de la fusion des deux ex-fédérations, une prise en compte affinée des réalités territoriales avec la nomination de 8 vice-présidents, et le renforcement de l'équipe de permanents en compétences et en expertise.

L'amorce d'une connaissance renforcée de nos adhérents, au travers de l'étude interne Panorama et Enjeux, et l'élargissement progressif du périmètre des problématiques suivies par nos chargé-e-s de mission (IAE, Santé et, observation sociale) ont été les marqueurs de l'évolution des missions.

Dans sa profession de foi, le nouveau président, en appui sur ses engagements connexes, a mis en exergue les points suivants :



**Philippe DUMOULIN,**  
Président sortant

- la prise en compte des spécificités territoriales
- le renforcement de l'expertise et de la polyvalence des chargé-ées de mission
- le développement de l'activité formation en synergie avec des structures référentes
- l'optimisation des coordinations inter réseaux
- la mise en place de partenariats originaux (fondations)
- la lisibilité des actions de la FAS aussi bien au niveau de l'économie sociale qu'au niveau d'autres acteurs économiques.

Ces grandes options s'inscrivent dans la durée afin de valoriser le champ de nos activités et faire reconnaître la place de la FAS dans les champs associatifs.

Au quotidien, les acteurs de nos différents collègues (bénévoles, personnes accompagnées, représentants des adhérents Cadres, représentants des adhérents Intervenants sociaux, et Vice-Président(e)s en territoire) se sont mobilisés aux côtés de nos permanents, en fonction des actualités, pour entretenir une participation croissante aux instances régionales et nationales, apporter dans ces dernières des propositions issues du terrain, soutenir les initiatives des personnes accompagnées, et porter avec des partenaires des plaidoyers sur les améliorations souhaitables...

Ce faisant, la gouvernance de la FAS a continué à affirmer et à développer les axes forts de notre politique associative, que nous voulons marquée par le souci permanent d'associer les personnes accompagnées à la gouvernance, à la réflexion et aux propositions sur les actions les plus justes et appropriées aux attentes et aux besoins. Ces axes sont souvent concomitants et se nourrissent réciproquement ; je les déclinerai en 3 points pour plus de clarté.

Premièrement, **le service permanent à nos adhérents** : par l'information plus qu'hebdomadaire, le recueil régulier des besoins, les rencontres d'adhérents et l'accompagnement sur les territoires, les commissions thématiques (Emploi - IAE, Santé, Migrants, Hébergement, Logement, SIAO), l'observation et la veille sociale, les Réseaux Précarité Santé Mentale, et les formations (ETAIE, RGPD, DALO, Droits des étrangers ...)

Deuxièmement, une contribution suivie à l'amélioration des politiques en direction des personnes les plus en difficultés.

- En accompagnement de la stratégie du **Logement d'abord** : nous avons voulu favoriser les échanges de pratiques inspirantes entre notre secteur et celui du logement, tant en animant des temps de rencontres entre les 4 territoires ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêt, que lors du cycle de travail bailleurs/associations mené dans le cadre de notre partenariat avec l'URH, ou encore en participant à l'organisation des événements qui ont eu lieu sur le territoire de la MEL.
- En apportant notre avis sur une **politique du Revenu Universel d'Activité** notamment lors de la concertation citoyenne à Roubaix.
- En participant aux groupes de la **Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté** et animations thématiques notamment sur le groupe 9 sortants d'ASE, le groupe 4 « Hébergement/Logement »
- **En soutien au CRPA** Hauts-de-France via un appui pour lever les freins à la participation (accompagnement à la prise de parole mais aussi soutien logistique) et veiller à la mise en œuvre de la loi 2002-2 dans l'ensemble des instances. Parmi les temps forts du CRPA Hauts-de-France cette année : la restitution des constats et propositions régionales au sein de l'hémicycle du CESE par une délégation du CRPA dans le cadre du Grand Débat national, et la contribution à la stratégie Pauvreté en présence du Haut-Commissaire.
- En renforçant notre souci de **l'accueil des migrants et des demandeurs d'asile** : nous avons interpellé la préfecture de Région concernant les droits des personnes tant concernant leurs données personnelles mises en jeu dans la circulaire SIAO-OFIL, que concernant l'accès aux moyens de subsistance concernant la carte ADA. Notre contribution au Schéma Régional de l'Accueil des Demandeurs d'Asile et des Réfugiés (SRADAR) a également permis de positionner notre Fédération comme un acteur force de propositions.

- En nous impliquant dans **les politiques dédiées aux jeunes** : nous avons participé au côté des autres réseaux aux travaux autour du protocole d'accès à l'autonomie des jeunes majeurs issus de l'ASE du Département du Nord (rédaction d'un recueil de pistes de travail pour la DRJSCS portant 22 préconisations autour de l'accès au logement des jeunes, et notamment des jeunes issus de l'ASE).
- En favorisant **l'accès à l'emploi** : nos contributions fédérales au PRIAE, au sein de l'inter-réseau IRIAE n'ont eu de cesse de rappeler l'importance de la question de l'accompagnement social, aux côtés de celle du développement économique.

Troisièmement, une volonté constante d'adaptation de notre réponse technique et de soutien

Quelques innovations cette année ont été rendues possibles par le renforcement de l'équipe, le redéploiement des missions à l'interne et le travail partenarial et en inter-réseau. En voici quelques-unes :

- **IAE** : nos implications dans les travaux liés au Pacte Ambition IAE, tout comme dans le développement d'actions santé dans l'IAE ont permis d'afficher que pour notre Fédération, l'accès à l'emploi ne peut pas se penser sans un accompagnement global permettant aux salariés en insertion de traiter les sujets liés à l'hébergement, au logement, à la santé, aux addictions...
- **Observation sociale** : les actions de notre secteur doivent être fondées sur les besoins des publics. Une partie de nos forces se sont concentrées sur ces aspects notamment à travers l'accompagnement des SIAO à l'exploitation des données brutes issues du logiciel SI-SIAO.
- **Santé** : nous avons non seulement maintenu nos actions de prévention santé, persuadés de l'effet levier de la santé sur l'insertion, mais aussi nous les avons également ouvertes à de nouveaux partenariats pour encore plus de pertinence. C'est notamment le cas avec la Fédération Addiction dans le cadre du Programme Addiction.

En conclusion, je veux remercier l'engagement de chacun, salarié ou bénévole dans les différentes instances. J'en profite pour souhaiter la bienvenue aux adhérents qui nous ont rejoint. Je veux également remercier nos financeurs pour leur soutien financier pérenne et la confiance qu'ils nous témoignent et qui permet de nourrir et structurer la feuille de route de notre fédération, et la rendre toujours plus présente et proactive dans la sphère des acteurs de la solidarité en région.

Nous avons la volonté d'être un partenaire en écoute permanente, connu et reconnu pour ses actions, et constructif dans ses apports.



## Zoom «Stratégie Pauvreté»

Les **maraudes mixtes** ambitionnent de « **sortir les enfants de la rue** », des squats et des bidonvilles par un accompagnement des familles. Pour compléter l'approche de l'Etat, les associations de solidarité ont publié des propositions qui ont permis de créer un document de référence à partager avec les Départements et les associations. Il insiste davantage sur les enfants les moins visibles et l'idée que l'exclusion sociale et administrative des familles est une source de précarité.

En 2019, le Département du Nord, dans le cadre de sa convention avec l'Etat a expérimenté ce dispositif sur le Denaisis avant un déploiement plus large.

Dans le cadre du groupe de travail n°4 Hébergement/Logement, la Fédération a également proposé de **renforcer les moyens dédiés aux missions d'observation sociale** des SIAO afin de stabiliser les outils et d'améliorer l'analyse des besoins des territoires.



## L'agenda 2019



- Janvier** Contribution interassociative sur les **maraudes mixtes**
- Mars** **Fin de la trêve hivernale** : mobilisation des associations contre les remises à la rue
- Avril** Journée nationale dédiée à la « **domiciliation des personnes sans domicile stable** »
- Juin** Publication du guide « **Référentiel de missions et d'évaluation** » - Maraudes / Samu Sociaux.
- Juillet** Recours contre la **circulaire 115 SIAO / OFII**
- Août** Droits et pratiques : **la remise d'une attestation de non-hébergement par les SIAO**
- Septembre** Manifeste interassociatif : **Ensemble, agissons contre le sans-abrisme !**
- Octobre** Réponse interassociative pour **la veille saisonnière sur le territoire de la MEL**
- Novembre** Concertation sur le **Service Public de la Rue au Logement.**

## Accompagner les SIAO à l'observation sociale

### Objectifs :

- Accompagner les SIAO sur les évolutions de SI-SIAO (explication des indicateurs, application INVENIS, exploitation des données brutes, refonte de SI-SIAO),
- Déterminer les éléments issus de SI-SIAO exploitables afin de fiabiliser les données d'observation sociale sur les différents territoires,
- Participer aux travaux d'harmonisation,
- Développer un outil pour l'exploitation des données brutes et faciliter ainsi le remplissage des indicateurs départementaux,
- Travailler à la réalisation d'un nouvel observatoire régional.

### ET DEMAIN ?

Les travaux se poursuivent avec notamment le suivi de la refonte de SI-SIAO (fusion de SI-Insertion et SI-115), la finalisation de l'outil d'exploitation de données et la production d'un observatoire régional.

3 REUNIONS | 51 PARTICIPANTS

Dept 62 | MEL | Flandres | Dept 80 | Dept 02 | Dept 60 | Hors Région



32 personnes différentes, dont



65%



35%

### EN CHIFFRES



### RÉPARTITION PAR FONCTION



En 2019, la Fédération a mis en place un groupe de travail qui a permis de prendre connaissance des analyses des premiers tests réalisés par le GAN 115/SIAO, de définir les éléments nécessaires à l'observation sociale (préalables, définitions et définition, données exploitables...), mais aussi d'aborder les évolutions de SI-SIAO et des indicateurs, notamment les DNP (Demandes Non Pourvues).

A partir des besoins des SIAO, la FAS Hauts-France a développé une première version d'un outil d'analyse des données, destiné à faciliter le remplissage des indicateurs départementaux ainsi qu'à consolider les données des différents SIAO pour permettre une observation régionale.

## Un groupe de travail pour les accueils de jour du Pas-de-Calais

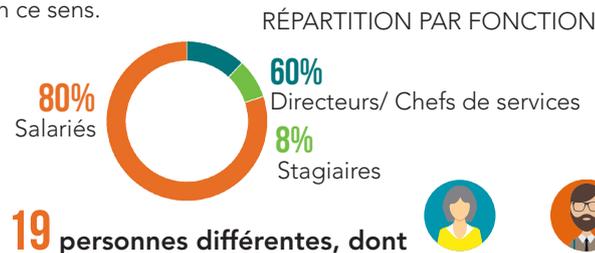
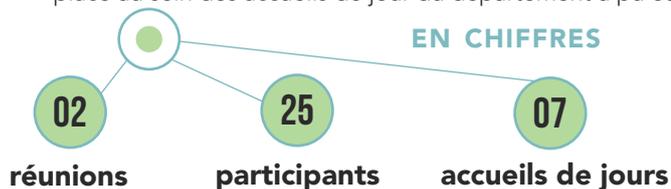
Mis en place au 2ème trimestre 2019, le groupe de travail s'est révélé très vite être un espace essentiel d'échanges et de partages sur les pratiques, les difficultés rencontrées, les situations complexes.

Il permet aux professionnels de se décentrer du quotidien et de l'urgence mais aussi d'être un lieu d'observation de l'évolution des publics, des demandes et de leurs impacts dans l'action des travailleurs sociaux au quotidien.

Mais il est aussi un lieu d'observation de l'évolution des publics, des demandes et de leurs impacts dans l'action des travailleurs sociaux au quotidien. Un premier recensement des fonctionnements, des prestations proposées, des activités mises en place au sein des accueils de jour du département a pu être réalisé en ce sens.

## ET DEMAIN ?

Poursuite des travaux à travers l'organisation de nouvelles rencontres thématiques, la finalisation de l'état des lieux mais également l'identification des besoins de formation et d'amélioration des pratiques professionnelles.



84%



16%

## L'ANIMATION FÉDÉRALE - LA COMMISSION SIAO

3 REUNIONS | 43 PARTICIPANTS

Dept 62 | MEL | Flandres | Dept 80 | Dept 02 | Dept 60 | Hors Région



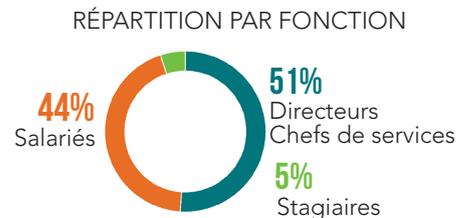
29 personnes différentes, dont



63%



37%





## Zoom «Stratégie Pauvreté»

La Fédération a assuré l'**animation du groupe 4 «Hébergement/Logement»**. Ce dernier a construit une feuille de route comprenant près de 33 propositions d'actions, et faisant le lien avec les autres thématiques de la stratégie pauvreté (enfance, formation, santé, ...). Elles ont également fait l'objet d'une consultation auprès du CRPA. Les mots d'ordre : accès à un logement pour tous ; accès à un accompagnement social de qualité, pluridisciplinaire, et d'intensité variable au regard des besoins des ménages ; pertinence de l'hébergement pour certains publics ; nécessité de développer l'offre de logements ; nécessité de renforcer la prévention.

### EN CHIFFRES



### ET DEMAIN ?

Sur la base de la feuille de route transmise, un plan d'action régional doit être élaboré et alimenter les orientations institutionnelles. La Fédération continuera de porter les propositions rédigées et valoriser les initiatives mises en place par les adhérents.



## CHIFFRES RÉGIONAUX

### Le logement dans les Hauts-de-France

**1,4 million**

de personnes logées  
dans le parc social

**56 600**

attributions  
dont 74% prononcées  
à des ménages aux  
ressources inférieures au  
PLAI

**181 594**

ménages demandeurs  
de logement social  
dont 12% se déclarant  
sans logement

### Indicateurs du Logement d'Abord dans les Hauts-de-France

Source CRHH au 1er Nov 2019

#### Relogement des sortants d'hébergement

**1 391**

attributions dans le Parc social  
(objectif 1 800)

#### Création de places

**820**

places créées en IML  
depuis 2018  
(objectif 4 426 places d'ici  
2022)

**366**

places créées en Pension  
de famille depuis 2018  
(objectif 4 426 places d'ici  
2022)

#### Production de logements très sociaux

**58**

logement PLAI en perspective de réalisation en  
2019  
(objectif 230)

## RGPD et secret professionnel : une journée de formation régionale

En 2019, la Fédération des acteurs de la solidarité a accompagné ses adhérents sur la mise en place du règlement général sur la protection des données (RGPD). En effet, toutes les associations, dès lors qu'elles collectent, traitent et partagent des données à caractère personnel, doivent appliquer et se mettre en conformité avec cette nouvelle réglementation à travers la mise en place et la mise à jour de procédures internes dédiées.

La journée du 4 février 2019 à Arras a permis aux adhérents de mieux connaître les concepts fondamentaux en matière de protection de données, d'appréhender les nouveaux enjeux instaurés par le RGPD, d'identifier les actions à mener en interne pour une mise en conformité au vu des données qu'ils sont amenés à collecter et traiter dans le cadre de l'accompagnement et de l'accompagnement des personnes en difficultés. Les adhérents ont ainsi pu échanger collectivement sur les modalités à prévoir pour concilier protection des données et contraintes du secteur de l'insertion.

### EN CHIFFRES

#### 35 PARTICIPANTS

Dept 62 | MEL | Flandres | Hainaut-Cambrais | Dept 80 | Dept 60 | Hors Region

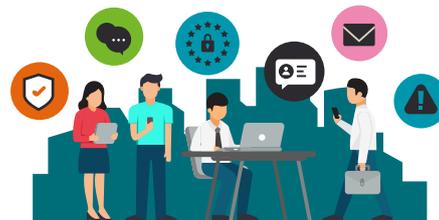
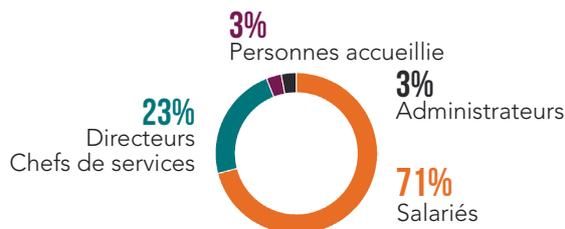


69%



31%

#### RÉPARTITION PAR FONCTION



## RGPD

## Cycle de travail partenarial associations-bailleurs «Favoriser l'accès au logement des ménages hébergés»



### 3 rencontres pour 3 thèmes

#### «Logement d'abord et accès au logement»

Une journée pour (re-) définir collectivement les conditions d'accès au logement des ménages hébergés.

#### «Relogement, mission impossible»

Des mises en situation pour travailler conjointement le relogement des ménages dans des situations à priori complexes.

#### «Partage d'informations entre bailleurs et associations»

RGPD, secret professionnel, discriminations et partage d'informations ont été abordés lors de cette journée.

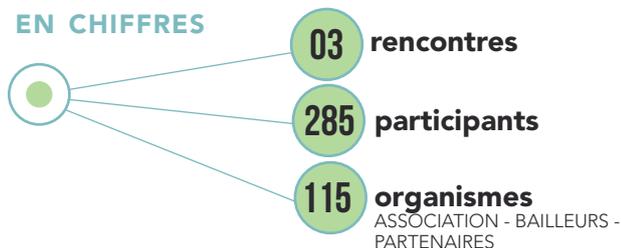
Plan quinquennal Logement d'abord, objectifs de sortie vers le logement, fluidité des parcours d'hébergement... Atteindre l'objectif de 1500 relogements de sortants d'hébergement en 2019, confirme la pertinence de l'initiative conjointe de la Fédération et de l'URH Hauts-de-France : mettre en place le cycle de travail partenarial Association-Bailleurs « Favoriser l'accès au logement des ménages hébergés ».

Une condition essentielle pour réussir : établir ou rétablir une relation de confiance, identifier ensemble les freins d'accès ou de maintien dans le logement, maîtriser les procédures et la législation, clarifier les attentes des uns et des autres, les contraintes, les souhaits des ménages, l'autonomie, les besoins d'accompagnement dans le logement...).

### ET DEMAIN ?

La Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France et l'Union Régionale pour l'Habitat Hauts-de-France poursuivront les travaux engagés en 2019. Parmi les thèmes identifiés : les refus des ménages

## EN CHIFFRES



76%



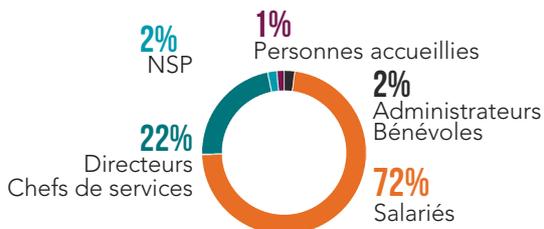
24%

### 35 PARTICIPANTS

Dept 62 | MEL | Flandres | Hainaut-Cambrasis | Dept 02 | Dept 80 | Dept 60 | Hors Region



### RÉPARTITION PAR FONCTION



## Démarche d'observation sociale menée par le Conseil Départemental du Pas-de-Calais : l'appui de la Fédération

L'observation est un indispensable pour définir l'évolution des réponses à apporter aux personnes en situation de précarité et en demande de logement. Cette démarche concerne plus particulièrement les publics «cibles» de la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt Logement d'abord du Département du Pas-de-Calais, c'est à dire :

- les jeunes de 18 à 25 ans ;
- les familles monoparentales sans domicile ou hébergées, victimes de violences familiales ;
- les personnes en procédure d'expulsion ou récemment expulsées.

Deux réunions se sont tenues dans le cadre de cette observation sociale : une première pour définir le périmètre, la méthodologie et les indicateurs souhaités, une seconde en présence des acteurs concernés par l'observation sociale, en particulier les services « prescripteurs de données ». La Fédération a ainsi pu recueillir et analyser les données disponibles.

## ET DEMAIN ?

La Fédération finalisera ces premiers travaux d'observation sociale en la complétant par des données issues des dispositifs de la veille sociale, la Fédération proposera la réalisation d'une photographie des ménages sans-abris sur les territoires concernés.

## Forum « Le logement d'abord dans tous ses états » et la soirée de la solidarité

La Fédération a co-organisé avec la MEL, la CMAO et l'URH le Forum « Le logement d'abord dans tous ses états » qui s'est tenu les jeudi 14 et vendredi 15 novembre 2019. Cet événement, était structuré autour d'ateliers, d'un forum de stands et de conférences. La Fédération a veillé à ce qu'au-delà du logement, les différents acteurs de l'insertion sociale (et notamment les acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique) puissent être représentés. Nos adhérents et nos partenaires se sont largement mobilisés pour montrer combien

il était important d'associer, dans une approche globale de l'accompagnement, logement et emploi.

### Jeudi soir : la soirée de la solidarité...

Organisée par la FAS avec le soutien de la MEL, de la DIHAL et de la ville de Lille, cette soirée a permis d'interpeller et de sensibiliser le « grand public » sur les questions de sans-abrisme et d'accès au logement, d'inviter les citoyens à venir à la rencontre des associations qui recherchent des bénévoles et/ou des dons.



### Au programme :

- La présentation par l'ADULM des premiers chiffres issus de l'observation sociale des personnes sans-abri et mal-logées sur la Métropole Européenne de Lille
- La découverte de portraits de personnes accompagnées, une exposition prêtée et installée par l'Apsa 62
- La visite du village associatif tourné vers le principe du don (matériel) et la recherche de bénévoles
- Le partage d'un moment festif autour de concerts : Cerise sur la guitare, Max Day et André Loiseau

Mais aussi :

- Une vente de boissons confiée à la CMAO et à la coordination inter-associative des maraudes (dont les fonds viseront à renforcer l'action des maraudes estivales)
- Une petite restauration tenue par des structures d'insertion par l'activité économique de l'ABEJ et de la Sauvegarde du Nord.

Chacun a pu trouver sa place grâce au système de boissons et de repas « suspendus » proposés lors de la soirée.

### EN CHIFFRES

Forum : 350 PERSONNES

Soirée de la solidarité : 200 PERSONNES

Village associatif : 15 ASSOCIATIONS PRÉSENTES

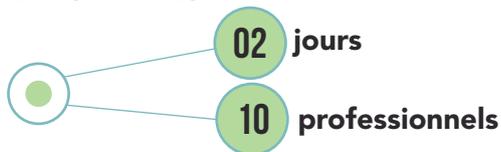
## Droit au logement opposable

### Formation « Accompagner le demandeur dans la mise en œuvre de son droit au logement opposable »

La Fédération est impliquée de longue date dans les questions du droit au logement. Forte de son expérience de représentation en COMED et des échanges qu'elle a pu avoir avec les adhérents, elle a proposé en 2017 une première formation. Suite aux retours positifs et besoins qui persistent, la Fédération, en partenariat avec l'association DALO, a reconduit cette formation en 2019.

Cette deuxième session, s'est déroulée à Lille et Arras les 19 et 26 mars 2019. Les participants, professionnels du travail social (associations et CCAS), ont particulièrement apprécié la richesse des échanges, les interventions variées et la mise en application des connaissances via des cas pratiques proposés lors de la deuxième journée.

#### EN CHIFFRES



### Création d'un comité de veille DALO 59

Le département du Nord est un territoire où l'écart entre les besoins en logement des personnes défavorisées et l'offre de logements disponibles est particulièrement tendu. La mise en place du droit au logement opposable est donc un véritable enjeu. A l'instar des initiatives dans d'autres départements et compte tenu des freins repérés localement, il est apparu pertinent en 2018 aux acteurs mobilisés autour du DALO de se constituer en comité de veille pour poursuivre la dynamique visant à rendre plus effectif ce droit.

Le Comité de Veille DALO 59 est un groupe informel de structures et d'associations œuvrant dans le cadre de la loi DALO auprès des citoyens et des pouvoirs publics avec pour objectifs de : **garantir le respect des droits et de la loi ; comprendre et analyser les décisions de rejets et les jugements déboutant les demandeurs ; faire évoluer le cadre légal notamment par la jurisprudence et les normes juridiques ; faciliter l'accès aux droits des personnes mal-logées et garantir l'effectivité de ces droits.**

**La Fédération y a une place active**, en 2019 le comité de veille DALO 59 s'est notamment doté d'une charte.

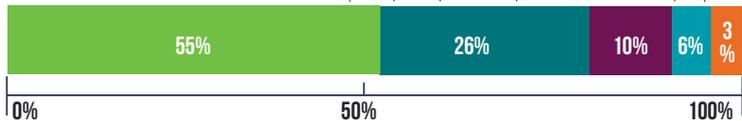


# L'ANIMATION FÉDÉRALE - LES COMMISSIONS HÉBERGEMENT ET HABITAT

## COMMISSION HÉBERGEMENT

2 RÉUNIONS | 31 PARTICIPANTS | 25 PARTICIPANTS DIFFÉRENTS

Dept 62 | MEL | Flandres | Hainaut-Cambrasis | Dept 80



45%



55%

## COMMISSION HABITAT

2 RÉUNIONS | 35 PARTICIPANTS | 27 PARTICIPANTS DIFFÉRENTS

MEL | Flandres

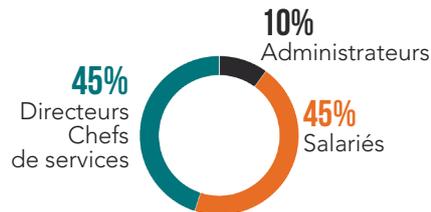


69%

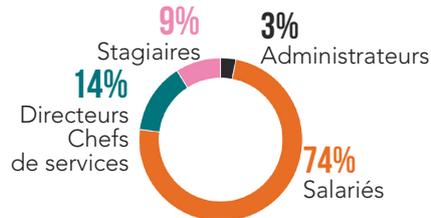


31%

## RÉPARTITION PAR FONCTION



## RÉPARTITION PAR FONCTION



## ET DEMAIN ?

La Fédération, avec le soutien de la DRJSCS Hauts-de-France, développera un projet d'accompagnement des associations visant du déploiement de CHRS hors les murs en Région Hauts-de-France, principalement sur les territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord.

A la demande des adhérents, nous proposerons en 2020 un programme de formation Logement d'abord : mieux connaître et s'approprier l'évolution des politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement, faire évoluer les pratiques, apporter des réponses innovantes à des publics spécifiques...



## Zoom «Stratégie Pauvreté»

La Fédération a participé au **Groupe 10 « Insertion »**. 4 rencontres ont fait émerger 3 pistes opérationnelles dans le but de favoriser l'accompagnement des allocataires du RSA :

- disposer d'un livret parcours emploi, à l'instar de ce qui se fait en matière de santé,
- mettre en œuvre un pacte de coopération territoriale,
- créer un « SAV Insertion » : avoir un référent pour les BRSA du 1er accueil jusqu'à trois ans après la sortie vers l'emploi (coordinateur ou référent de parcours).

La Fédération, sur la base des pratiques de terrain des adhérents et des points de vue remontés des allocataires du RSA qu'ils accueillent et accompagnent, a eu la possibilité d'apporter des compléments et des ajustements aux 3 pistes évoquées.



## Département du Nord : rencontre stratégie «nouveaux entrants» - allocataires du RSA

Plus de 100 participants aux 3 rencontres territoriales organisées en mars 2019 en inter-réseaux (URIOPSS, Fédération des Centres Sociaux, UDCCAS du Nord et Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France) dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Départemental d'Insertion 2019 -2021.

**Objectifs :** questionner le niveau d'information et la bonne compréhension par les structures des changements induits dans le parcours des allocataires « nouveaux entrants », partager sur les interrogations et les inquiétudes des structures.

L'ensemble des interrogations et inquiétudes ont pu être transmis et ont fait l'objet d'échanges à la fois lors du Conseil Départemental d'Insertion mais également avec les services du Département.

## Concertation citoyenne sur le Revenu Universel d'Activité

Deux animateurs et un rapporteur, issus de la Fédération ont participé activement le 6 novembre, à la consultation citoyenne sur le RUA. Plus largement, la Fédération a participé à l'organisation de la rencontre et à la mobilisation des participants aux côtés des autres têtes de réseaux et de l'Etat.

**Objectif :** Accueillir un public le plus large possible ; allocataires ou non de minimas sociaux et de prestations sociales sous condition de ressources, acteurs de terrain, acteurs institutionnels, etc. dans le but d'interagir autour du projet de réforme.



Dans le cadre de la réforme de l'IAE annoncée pour 2020, la Fédération des acteurs de la solidarité en partenariat avec COORACE et Emmaüs France ont proposé **deux journées de travail** aux SIAE afin de **construire une contribution commune au Pacte d'Ambition pour l'IAE**.

**Une journée s'est déroulée en Région le 8 mars, et une en inter-Régions le 11 mars (Grand-Est, Ile-de-France, Centre Val de Loire, Hauts-de-France).**

Cette contribution remise le 22 avril 2019 au Conseil de l'inclusion dans l'emploi ainsi qu'à la DGEFP, comprend 42 propositions, classées en trois thématiques visant à :

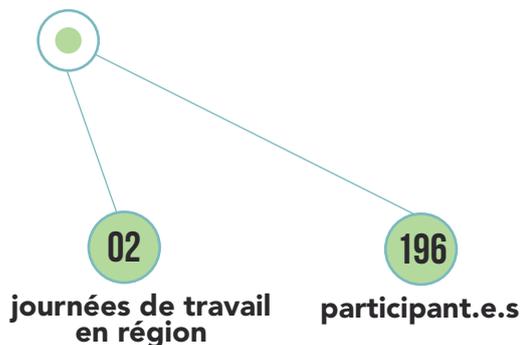
- ⦿ Favoriser des parcours d'insertion de qualité pour le retour à l'emploi durable de tous
- ⦿ Sécuriser les structures existantes et accompagner les porteurs de projet pour réussir le développement quantitatif de l'IAE
- ⦿ Passer de l'administration du secteur à l'animation de projets territoriaux

Ces propositions ont également été présentées le 5 juin 2019 lors de la journée nationale, organisée par la Fédération avec Emmaüs et Coorace.

Le 20 novembre 2019, une rencontre régionale à l'initiative de Coorace et de la FAS, dans le cadre des travaux de l'IRIAE HDF, a permis à l'ensemble des réseaux membres de l'IRIAE de présenter le contenu et les mesures prévues dans le « Pacte Ambition IAE » et d'échanger autour de ses enjeux.



## EN CHIFFRES



## ET DEMAIN ?

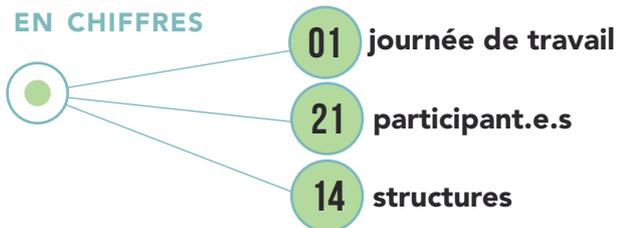
La Fédération accompagnera la mise en œuvre des mesures du Pacte Ambition IAE, en positionnant l'accompagnement des salariés en insertion comme un gage de réussite de la réforme.

## Rencontre IAE /AHI à Amiens

D'un côté le Club IAE Samarrien, de l'autre les associations du secteur AHI et... un intérêt commun : **l'accès à l'emploi des publics en situation précaire**. Pour apprendre à mieux se connaître, pour que les professionnels du secteur AHI puissent découvrir les opportunités qu'offrent les SIAE locales pour leurs publics, et pour que les SIAE locales puissent rendre visibles leurs offres en contrat d'insertion : la FAS et le Club IAE Samarrien ont organisé un « speed-dating » le 8 juillet : « A la rencontre du Club SIAE Samarrien : des opportunités de contrat de travail d'insertion ? » dans les locaux d'Ozange.net à Amiens.



### EN CHIFFRES



### ET DEMAIN ?

La Fédération accompagnera le développement de liens entre le secteur AHI et IAE, notamment au regard des opportunités liées aux objectifs de croissance de l'IAE induits par le Pacte Ambition IAE.

## IAE et santé

Plusieurs SIAE de la région ont pu mettre en œuvre l'action de prévention "Questions de femmes" et la proposer aux salariées en insertion (sensibilisation au dépistage du cancer du col de l'utérus).

### ET DEMAIN ?

L'action "Questions de femmes" sera reconduite en 2020.

Parmi les actions santé qui seront également ouvertes aux SIAE, plusieurs sessions de sensibilisation autour des addictions et usages dans l'IAE seront proposées en partenariat avec Hauts-de-France Addictions "Quelles approches, comment accompagner, quels partenaires mobiliser ?"

# L'ANIMATION FÉDÉRALE – LES COMMISSIONS EMPLOI/IAE ET REPASSERIE

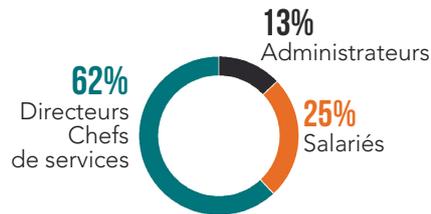
## COMMISSION EMPLOI / IAE

2 RÉUNIONS | 24 PARTICIPANTS | 13 SERVICES DIFFÉRENTS

Dept 62 | MEL | Dept 02 | Hainaut-Cambrasis | Dept 80



## RÉPARTITION PAR FONCTION



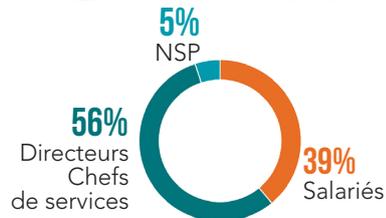
## COMMISSION REPASSERIE

2 RÉUNIONS | 14 PARTICIPANTS | 10 STRUCTURES DIFFÉRENTES

Dept 62 | MEL | Dept 02 | Hainaut-Cambrasis | Dept 80



## RÉPARTITION PAR FONCTION



## ET DEMAIN ?

Il va nous falloir accompagner le déploiement de l'IAE prévu par le Pacte Ambition IAE qui a été appelé de nos vœux : outiller le secteur de l'IAE pour penser un accompagnement le plus global possible des salariés en insertion, et faire le lien avec le secteur « AHI », du logement adapté...

Mais aussi le déploiement en Région de 2 nouveaux dispositifs : **SEVE et CONVERGENCE**

### SEVE Emploi

Le déploiement de SEVE est prévu dès septembre 2020 en Hauts-de-France. Un temps d'informations et d'échanges autour du projet et des pratiques de coopération et de médiation vers l'emploi sera organisé.

Proposé par la Fédération des acteurs de la solidarité et retenue dans la cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, l'essaimage du programme SEVE Emploi (SIAE et Entreprise vers l'emploi) bénéficiera à 315 structures d'insertion par l'activité économique d'ici à 2022.

Ce programme, qui vise à faciliter le retour à l'emploi durable des salariés issus de l'IAE, s'adresse à toute SIAE désireuse de construire sa propre offre de services « ressources humaines » à destination des TPE/ PME.

SEVE Emploi, c'est :



- 10 journées de formation – action à destination de l'ensemble d'une équipe d'une SIAE
- Le financement du service d'accompagnement dans l'emploi
- Une animation territoriale portée par les fédérations régionales
- Des séminaires dédiés autour de la thématique de la conduite du changement et du management
- Et une animation nationale permettant le partage de bonnes pratiques une stratégie de communication nationale, et d'actions de plaidoyer

### CONVERGENCE

Autre dispositif essaïmé, CONVERGENCE devrait, d'ici à 2022, être déployé sur 6 nouveaux territoires. Emmaüs Défi a créé le dispositif en 2012 dans le but d'adapter et renforcer l'accompagnement des personnes en situation de grande exclusion et de coordonner, autour de leurs besoins, les acteurs du logement, de la santé et de l'emploi. Cet objectif s'articule autour de 5 modalités :



- Un renforcement du chantier, comme lieu de stabilisation par le travail
- Durée de parcours d'insertion par le travail prolongée jusqu'à 5 ans
- Accompagnement concerté entre les référents autour de la personne
- Construction d'un réseau de partenaires
- Accompagnement prolongé après l'accès à l'emploi/au logement

Les territoires sont actuellement en cours d'identification. Coordinée par la Fédération des acteurs de la solidarité, Emmaüs Défi et Emmaüs France, une structure ad-hoc « Convergence France » a été créée pour sélectionner les territoires et accompagner les structures dans la mise en œuvre du dispositif.



## Zoom «Stratégie Pauvreté»

La Fédération a porté la question de l'accès effectif aux droits au sein du **groupe de travail 6 : «Santé»**. Les constats partagés : un fort taux de non-recours, de nombreuses situations de refus de soins des difficultés à appréhender l'outil numérique...

Un atelier dédié aux dispositifs de l'ONDAM spécifique (LHSS/LAM/ACT) sera mis en place : La Fédération apportera son expertise, en se basant notamment sur un groupe de travail national LHSS/LAM/ACT pour développer ces dispositifs et réfléchir aux modalités d'adaptation.



## Réseaux précarité santé mentale

Les Réseaux Précarité Santé Mentale sont des espaces privilégiés d'échanges et de réflexions à destination des professionnels des secteurs social, médico-social et psychiatrique se basant sur les besoins locaux des acteurs

**Objectif :** permettre la meilleure prise en compte des problématiques liées à la santé mentale des personnes en situation de précarité, au sein d'un parcours coordonné entre tous les acteurs.

### Quelques exemples de thématiques abordées par les RPSM en 2019 :

« Faire famille en précarité... Quelle éthique ? Quelle place de l'intime ? »

Présentation des Conseils locaux de Santé Mentale et des Projets territoriaux de santé mentale

Intervention du CREHPSY (Centre de ressources sur le handicap psychique)

## EN CHIFFRES

**02 16**

chargés de missions dédiés à mi-temps  
réseaux actifs sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais

**20 501**

rencontres participants

**25 une 100<sup>ème</sup>**

participants en moyenne par rencontre  
de structures représentées, issues des champs sanitaires, social et médico-social

## Programme addictions précarité

Après cinq années de partenariat avec la Fédération Addiction, une nouvelle dynamique a été lancée en 2019. Un nouveau programme, basé sur les besoins des adhérents à nos deux fédérations, a été lancé. Ses trois phases :

### “Ca papote et ça cadre”

Une rencontre par territoire de démocratie sanitaire autour du thème Insertion sociale et addictologie : La réduction des risques à l'épreuve du partage d'informations. Les rencontres se sont tenues à Amiens, Fourmies, Bruay-la-Buissière, Laon, Creil et Lille entre décembre 2019 et février 2020.

### “Et si on se formait”

L'occasion pour les professionnels des deux secteurs (AHI et addictologie) de venir se former et se sensibiliser aux différents enjeux qui traversent l'accompagnement des personnes en situation de précarité et d'addiction : l'approche par la réduction des risques, le partage d'informations, l'entretien motivationnel... en fonction des besoins locaux des acteurs

### “Vis ma vie et faisons ensemble”

Organisation de stages croisés qui permettront, pour un professionnel d'un secteur donné, de pouvoir effectuer un stage de quelques jours dans une structure relevant de l'autre secteur. Ces échanges devraient permettre la meilleure compréhension mutuelle des conditions de travail de chacun et ainsi favoriser le travail partenarial.

## ET DEMAIN ?

En 2020 :

Poursuite de l'étape “Et si on se formait ?”

Mise en place de l'étape “Vis ma vie et faisons ensemble”

Un élargissement vers d'autres dispositifs pourra être pensé...

## Addictions et pensions de famille



Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, plusieurs pensions de famille de la région ont pu bénéficier de l'action de prévention santé mutualisée. Soutenue par l'ARS, cette action fait suite aux constats partagés des professionnels concernant la problématique des addictions et de l'estime de soi. Elle vise notamment à aider le public et les intervenants dans le repérage des dispositifs en addictologie, à renforcer les compétences des professionnels sur la question des addictions mais aussi à impulser auprès du public un questionnement autour des comportements de consommation à risques, favoriser le développement de l'estime de soi.

## EN CHIFFRES

7 PENSIONS DE FAMILLE PARTICIPANTES | 81 PERSONNES DIFFÉRENTES

Dept 62 | Dept 59 | Dept 02



11% professionnels de pensions de famille



72%

89% résidents



28%

## ET DEMAIN ?

L'action sera reconduite en 2020 auprès des pensions de famille de la région. Un élargissement vers d'autres dispositifs pourra être pensé...

## Prévention des cancers : Questions de femmes

Cette action de prévention à destination des femmes accueillies et accompagnées, salariées en insertion, a notamment pour objectifs de sensibiliser à la nécessité d'un suivi gynécologique régulier, à la réalisation de frottis et plus largement d'échanger, lors d'un temps collectif, autour de questions intimes, en abordant non pas directement la question du cancer du col de l'utérus mais de recevoir une information sur l'intérêt du dépistage...

## EN CHIFFRES

**5 rencontres** ont été programmées à destination des professionnels de structures d'insertion et de centres sociaux.

**15 rencontres «Questions Femmes»** animées par une sexologue et une sage-femme.

### 139 femmes participantes

77 femmes qui fréquentent les centres sociaux  
62 femmes qui sont accompagnées au sein de structures d'insertion

## ET DEMAIN ?

L'action est reconduite en 2020. Le Centre régional de dépistage des cancers sera pleinement associé à l'action en lien avec le déploiement du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus.

## Prévention des cancers : mois sans tabac



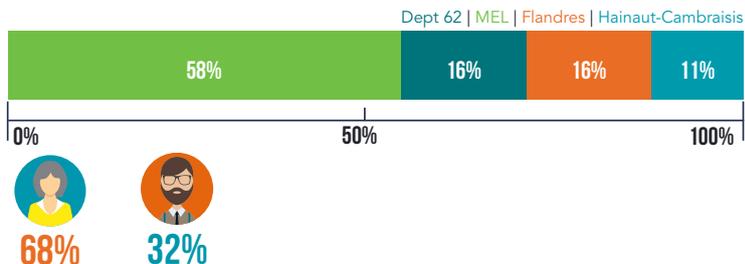
Comme en 2018, la Fédération des Acteurs de la Solidarité s'est associée, en 2019, à Hauts-de-France addictions dans le cadre de la mise en œuvre et la promotion de son action « Mois sans tabac ». Celle-ci, destinée à tous les publics est également orientée vers les personnes en situation de précarité accueillies ou hébergées dans des structures sociales. La Fédération s'est investie dans des réunions techniques, mais aussi dans l'accompagnement de structures voulant organiser des ateliers de sensibilisation à l'arrêt. Enfin, la Fédération a permis l'accompagnement des structures dans le report de l'activité dans l'outil de suivi des actions « OSCARS ».

### ET DEMAIN ?

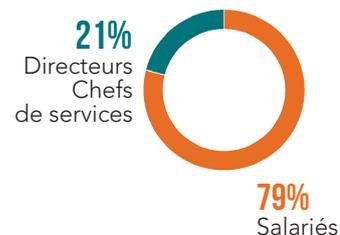
En 2020, nous renouvelerons les actions pertinentes et amorcerons une réflexion pour les développer vers de nouveaux dispositifs. Un projet concernant la prévention des cancers des voies aéro-digestives supérieures est également en cours de construction avec Hauts-de-France Addictions et d'autres partenaires.

### L'ANIMATION FÉDÉRALE - LA COMMISSION SANTÉ

3 RÉUNIONS | 17 PARTICIPANTS | 14 STRUCTURES



RÉPARTITION PAR FONCTION





## Zoom « Stratégie Pauvreté »

Le groupe « Participation » de la stratégie Nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté est animé par le CRPA aux côtés de l'URIOPSS et de la Fédération des Acteurs de la Solidarité. Il a identifié des modes innovants de participation. Il a ainsi inscrit dans sa feuille de route un positionnement fort, notamment sur la généralisation des instances participatives et des comités d'usagers dans les structures et services d'action sociale, dans la rénovation de la gouvernance du travail social et du développement social.



## Soutien de la Fédération au CRPA Hauts-de-France

Composé de personnes accueillies et accompagnées par les différents services d'insertion sociale, le Conseil Régional des Personnes Accueillies et Accompagnées (CRPA) des Hauts-de-France est une instance qui porte l'ambition d'une meilleure prise en compte de chacun des citoyens dans la réflexion et la mise en œuvre des politiques qui les concernent.

Il agit par la diffusion d'informations mais aussi l'organisation de temps d'échanges facilitant la prise de parole de tous. Le CRPA se veut être un moyen d'expression pour ceux qui en sont trop souvent privés.

### LE RÔLE DE LA FAS HAUTS-DE-FRANCE

- Apporter son soutien aux personnes accueillies et accompagnées dans leurs différentes représentations
- Lever les freins à la participation à travers un relais logistique (prise en charge des frais, réservations, etc..)
- Veiller à la mise en œuvre de la loi 2002-2 dans l'ensemble des instances
- Apporter certaines connaissances permettant d'intégrer pleinement les débats, accompagner à la prise de parole, passer de l'individuel au collectif.

**LES THÈMES ABORDÉS EN 2019**

- Le maintien des liens en structures
- Contributions au « Grand débat national »
- Contributions à la Stratégie Pauvreté

**EN CHIFFRES**

- 03 rencontres plénières
- 111 participant.e.s
- 138 propositions / recommandations formulées

## Contribution au «Grand débat national»



Dans le cadre du Grand Débat National, une délégation du CRPA Hauts-de-France composée de 10 personnes accompagnées et accueillies dont les 2 élus s'est rendue au sein de l'hémicycle du CESE à Paris, le 11 mars 2019. Occasion pour la délégation Hauts-de-France de restituer aux 200 personnes accompagnées invitées à participer à cet événement, les constats et propositions recueillis lors du CRPA régional de février 2019.

## Contribution à la stratégie pauvreté



Le 8 novembre 2019, c'est en présence de Rodolphe DUMOULIN, Haut-Commissaire à la Stratégie Pauvreté que le CRPA Hauts-de-France a pu apporter sa contribution à la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre la pauvreté. Au cours de cette journée, de nombreuses personnes ont manifesté leur volonté de s'investir dans l'un des groupes de la Stratégie Pauvreté. Le CRPA a ainsi pu relayer ces demandes et donc favoriser la participation effective des personnes accueillies et accompagnées

## Les représentations



En 2019, les deux élus du CRPA Hauts-de-France ont assuré 89 représentations dont :





## Zoom «Stratégie Pauvreté»

La Fédération des acteurs de la solidarité s'est investie dans les groupes 8 et 9 de la Stratégie Pauvreté: Insertion des jeunes, et sortants de l'ASE. Elle les coanime aux côtés d'autres têtes de réseaux.

Plusieurs axes de travail ont fait l'objet de journées thématiques organisées à l'échelle régionale, les principaux enjeux étaient :

- la mise en réseau d'acteurs issus de différents champs d'activité,
- le repérage des dispositifs et des pratiques sur les thématiques identifiées,
- la production de propositions d'actions à inscrire dans la feuille de route du groupe.



### Thème des journées

**Octobre** «Maintien des liens» animée par la CNAPE et l'URIOPSS

**Décembre** «L'accès au logement des jeunes issus de l'ASE», en lien avec le Groupe 4 Hébergement/Logement, animée par la Fédération des Acteurs de la Solidarité, l'URHAJ, la FCS et la CNAPE, avec le soutien de la DRJSCS.

### EN CHIFFRES



### ET DEMAIN ?

Deux autres journées d'échanges par thème seront proposées en lien avec les autres groupes de travail de la Stratégie : une première portant sur l'insertion professionnelle des jeunes, notamment issus de l'ASE, une seconde sur l'accès aux droits et à la santé.

## L'accès au logement des jeunes issus de l'ASE - Un recueil de pistes de travail

Dans le cadre de la stratégie logement d'abord et de la stratégie pauvreté, des études ont été diligentées par la DRJSCS auprès des différentes Fédérations.

La Fédération des Acteurs de la Solidarité, en partenariat avec l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ) et la Fédération des centres sociaux (FCS), a travaillé, en 2019, à la production d'un recueil de pistes de travail concernant l'accès au logement des jeunes issus de l'ASE.

Des réponses innovantes pour favoriser l'accès au logement des jeunes ont émergé sur les territoires et sont portées par les adhérents. Un large recensement a permis d'identifier 37 initiatives. Elles sont valorisées et analysées dans le recueil qui finalise cette étude.

En lien avec la journée de travail « stratégie pauvreté » relative à l'accès au logement des jeunes issus de l'ASE du 3 décembre 2019, 14 préconisations ont été rédigées et présentées à la DRJSCS.

### EN CHIFFRES

**36 expériences recensées**

**72%** sont portées par des associations

**44%** ont pour objectif : **favoriser et faciliter l'insertion des jeunes**

**33%** ont pour objectif : **anticiper et préparer le jeune, éviter les ruptures de parcours**

**3%** ont pour objectif : **constituer un réseau autour du jeune**

### ET DEMAIN ?

Poursuivre le travail avec une journée de restitution préparée avec la DRJSCS et les autres réseaux impliqués dans des études concernant la question de la jeunesse et diffuser les bonnes pratiques au sein de nos réseaux.

## Protocole d'accès à l'autonomie des jeunes majeurs issus de l'ASE

L'aide sociale à l'enfance est depuis les lois de décentralisation de 1983, un service du département placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental. Aussi, suite de la journée organisée à l'IRTS autour de "l'Accompagnement, parcours et devenir des jeunes issus de l'ASE", la Fédération, en lien avec les autres réseaux, a interpellé les 5 Départements de la Région afin d'être force de propositions dans la co-construction et la mise en œuvre de leurs politiques "Jeunes Majeurs".

Pour le département du Nord, la Fédération a intégré, aux côtés des autres réseaux, les travaux relatifs au protocole d'accès à l'autonomie des jeunes majeurs issus de l'ASE. La Fédération s'engage donc dans l'application de ce protocole sur le territoire et dans son appropriation par les adhérent-e-s qui accueillent et accompagnent des jeunes issus d'institution.

### ET DEMAIN ?

La Fédération poursuit son investissement dans les travaux relatifs au protocole dans le Nord, dont la signature devrait être prochainement organisée. Elle poursuit les discussions avec les autres départements.

Le Schéma Régional de l'Accueil des Demandeurs d'Asile et des Réfugiés (SRADAR) vise à repenser la stratégie d'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés en Hauts-de-France par un travail sur chaque étape de leur parcours d'accueil et d'intégration.

Suite à l'intervention de notre Vice – Présidente en CRHH, constatant l'absence de concertation avec les réseaux ou acteurs locaux, la Fédération des acteurs de la solidarité a pu porter une contribution à la fois dans le cadre d'un document écrit, mais également lors d'un rendez-vous en juin 2019 avec le SGAR et la DRJSCS.

Si les propositions dont la mise en œuvre nécessitent une allocation de crédits spécifiques, ou un cadrage complémentaire concernant la protection des données ont été rejetées, de très nombreux points portés par le réseau ont été repris dans le texte final, et l'étude de sujets complexes inscrits dans les réflexions à mener.

## ET DEMAIN ?

La Fédération poursuivra son investissement sur le suivi et la mise en œuvre du schéma

## Journée mondiale des réfugiés

En 2019, avec le soutien de la Fondation Abbé-Pierre, la Fédération a souhaité proposer un événement festif sur le thème de **l'interculturalité**. Le 20 Juin à Amiens, la Fédération et ses adhérents ont proposé :

pour la matinée, une conférence gesticulée animée par la boîte sans projet.

- Un déjeuner aux couleurs du Liban,
- Des stands pour aller à la rencontre de 24 structures qui agissent auprès des publics en situation de migration.
- De nombreux sujets ont pu être abordés : santé, bien-être, accompagnement aux droits, logement ou emploi... En parallèle, une scène ouverte a permis à ce qui le souhaitait de faire partager leur culture par une chanson, une danse, une lecture...



## EN CHIFFRES

150

24

participant.e.s stands

## ET DEMAIN ?

En 2020, la Fédération innove sur le format de la Journée Mondiale des Réfugiés. Elle proposera notamment au grand public de venir à la rencontre des publics en situation d'exil et des structures qui les accueillent et accompagnent.

## Circulaire SIAO/OFIL

La mise en œuvre prévue par l'instruction ministérielle du 4 juillet 2019 imposant aux SIAO de transmettre tous les mois la liste des demandeurs d'asile et des réfugiés hébergés à l'OFIL a soulevé des nombreuses inquiétudes concernant les droits des personnes accompagnées et hébergées dans nos associations mais aussi un dévoiement des missions du SIAO-115.

**La Fédération, aux côtés de 32 associations de solidarité, a ainsi déposé un recours en Septembre devant le Conseil d'État demandant la suspension et l'annulation de cette instruction interministérielle.**

Si, dans sa décision du 6 novembre 2019, le Conseil d'Etat a rejeté la totalité des recours, il a cependant clarifié et encadré certains aspects, en particulier concernant les informations communiquées qui ne pourront pas être utilisées pour remettre en cause l'accueil des demandeurs d'asile dans l'hébergement d'urgence généraliste.

Sur la base de ces clarifications, la Fédération a adressé à l'ensemble de ces adhérents un document « décryptage et recommandations » visant à les accompagner dans la mise en œuvre de cette instruction et à éviter un éventuel non-recours aux SIAO.

## L'ANIMATION FÉDÉRALE - LA COMMISSION RÉFUGIÉS/MIGRANTS

La commission réfugiés/migrants a fait son grand retour en fin d'année 2019 ! Également ouverte aux partenaires de la Fédération, elle ambitionne d'effectuer un maillage entre acteurs du territoire autour d'enjeux partagés et d'amorcer des réponses aux besoins identifiés.

1 REUNION1 | 24 PARTICIPANTS | 17 STRUCTURES DIFFÉRENTES



50%



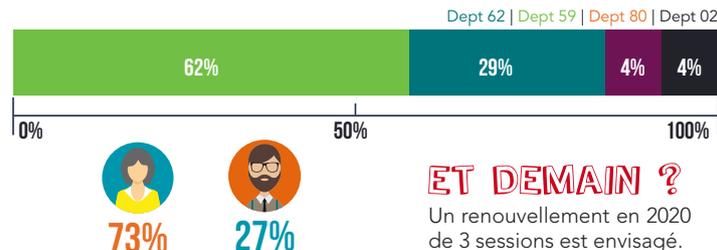
50%

## Formation sur les fondamentaux du droit des étrangers

Après avoir répondu en inter-région à l'appel d'offre lancé par UNIFAF, la Fédération Hauts-de-France a organisé des sessions de la formation « Fondamentaux du droit des étrangers » à Lille, Arras et Amiens. En partenariat avec l'EPI et le cabinet Koszczanski et Berdugo, les objectifs pédagogiques ont permis aux professionnels du réseau de :

- Perfectionner leurs connaissances des conditions à remplir et procédures d'octroi des différentes catégories de titres de séjour mais aussi des modalités de recours et réflexes pour les décisions de l'administration allant à l'encontre du projet de la personne.
- D'être mieux outillés dans le travail en partenariat avec des inter-prètes et des structures relais du territoire.

3 REUNIONS | 45 PARTICIPANTS | 21 STRUCTURES DIFFÉRENTES





La Fédération, détentrice **d'un agrément d'organisme de formation**, propose des sessions de formation sur les thématiques propres à notre champ et se tient à la disposition de ses adhérents pour leur construire des programmes « sur-mesure » répondant à des besoins spécifiques.

En 2019, plusieurs formations ont été programmées :

#### En « INTER »

« **Accompagner le demandeur dans la mise en œuvre de son droit au logement – Approfondissement DALO (Droit au Logement Opposable)** »

1 session de 2 jours - 13 participants  
10 structures représentées

« **Fondamentaux du droit des étrangers** »

3 sessions de 2 jours - 45 participants  
21 structures représentées

#### En « INTRA »

**Les hébergements et le logement d'insertion - avec le CNFPT.**

1 session de 2 jours - 18 participants

**Ecriture du projet de service - pour l'UDAUS.**

1 session de 2 jours - 35 participants

## Des interventions en formations initiales ou continues

La Fédération est régulièrement sollicitée par les centres de formation pour intervenir auprès d'étudiants ou de professionnels de la santé, du médico-social et du social. Il s'agit d'apporter la connaissance des publics précaires, des dispositifs d'accompagnement de ces personnes, de nos pratiques professionnelles. Nos « experts » sont des administrateurs ou des salariés de la Fédération. Les dates de 2019 :

Intitulé de la formation initiale ou continue	Partenaire
Comment aborder la santé des personnes en situation de précarité	Coreps
Formation Éducateurs spécialisés, Assistants sociaux, Moniteurs éducateurs (...)	IRTS
Intervention ES	IRTS
L'insertion par le logement	ISL et CNFPT
Module exclusion de la formation des Éducateurs spécialisés et des assistants sociaux	IRTS
Master Coordination des trajectoires de santé	ILIS
DU Santé précarité	RSSLM et Faculté de médecine
Formation Accompagnement Éducatif et Social	IRTS
Formation ETAIE	ISL

## ET DEMAIN ?

Suite à la parution de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », les organismes de formation devront être certifiés « Qualiopi » à partir du 1er janvier 2021.

Après Datadock, Qualiopi permettra une nouvelle montée en qualité de l'offre de formation avec des modules adaptés aux besoins de chaque personne.

La Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France souhaite continuer de proposer des formations « intra ou inter » en conformité avec les exigences de la Certification Qualiopi.

Elle étudie actuellement plusieurs pistes de travail qui doivent permettre aux associations adhérentes de continuer à bénéficier des fonds mutualisés de la formation professionnelle.

### EN CHIFFRES

15

interventions

08

salariés/  
administrateurs

07

partenaires

Se mettre en perspective pour les années à venir n'est pas chose aisée, tant les incertitudes, les visions contradictoires de l'avenir, et l'ampleur du mouvement de fond après la crise sanitaire obèrent notre raisonnement.

Les premiers mois 2020 nous ont confrontés à la rupture brutale des dynamiques antérieures avec la montée en puissance de la pandémie, la mise en place des mesures strictes de confinement, et un modèle économique à l'arrêt sans points de repère et sans culture de changement.

Le moment de chaos général passé, l'esprit d'initiative et d'adaptabilité a repris le dessus et s'est traduit rapidement par des concrétisations lisibles et efficaces : une remise à plat de notre organisation avec une équipe en télé travail et en animation à distance, une communication régulière et innovante avec les adhérents, une densité de réunions avec les différents services de l'Etat et avec les collectivités locales sous une forme profondément modifiée avec une volonté partagée d'agir vite et bien, et des mobilisations inter réseaux fortes et constructives.

Cette période atypique a conduit la fédération régionale de se positionner dans un rôle nouveau. Conjointement à ses missions d'appui à ses adhérents, de représentation, d'impulsion de projets, et d'initiation de plaidoyers, elle s'est mutée en acteur de terrain en recensant les besoins matériels et immatériels par territoire et par activité, en trouvant les réponses en équipements de base et en conseils, et en bouclant les opérations par des financements novateurs.

Cette phase nouvelle doit être l'occasion de capitaliser sur nos acquis, sur notre agilité dans un environnement mouvant, et sur notre aptitude à trouver des solutions originales et innovantes ...et ce avec nos valeurs en toile de fond.

Les jours d'après nous imposent un exercice de style compliqué. Nous serons confrontés à cette alternative :

- 
- soit l'engouement pour une société plus solidaire, plus ouverte aux autres, plus généreuse, plus reconnaissante des actions de solidarité et plus respectueuse de son environnement
  - soit le néant avec la montée des égoïsmes, le repli sur soi, le retour des a-priori et des recettes économiques d'avant, l'absence de moyens financiers pour accompagner les publics vulnérables et les nombreux laissés pour compte, victimes de la crise économique.



**Hugues DENIELE**  
Président

## QUELQUES PERSPECTIVES POUR 2020

Dès maintenant notre vision doit s'appuyer sur le sursaut dont notre société a fait preuve : l'admirable mobilisation des personnels soignants et accompagnants, l'engagement des héros du quotidien qui nous ont permis de vivre normalement, l'investissement sans faille de tous les acteurs de l'économie sociale et solidaire : salariés et bénévoles au service de tous les publics en situation difficile voire catastrophique.

Notre fédération doit poursuivre résolument ses missions essentielles grâce à l'implication de ses adhérents, à l'engagement et l'expertise de ses administrateurs et au professionnalisme de son équipe salariée ; elle doit également se régénérer en répondant aux besoins émergents des territoires, en anticipant les éventuelles restrictions budgétaires sur des projets majeurs et l'arrêt de certains programmes ou dispositifs, et en hiérarchisant les priorités en fonction d'un environnement imprévisible.

La notion de référent souvent attribuée à la FAS ces derniers mois doit être le fil conducteur de nos actions : optimisation de nos relations inter réseaux, renforcement de nos partenariats (bailleurs sociaux notamment), ouverture vers des interlocuteurs nouveaux (fondations, collectifs, clubs service) dans le cadre de projets locaux, et développement d'activités à valeur ajoutée (formation).

La FAS est en ligne pour relever les nombreux défis qui nous attendent, au service de ses adhérents et pour défendre les causes, les besoins et les attentes des publics qu'elle accompagne.



## FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ

### ADMINISTRATEURS SUITE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 JUIN 2018

#### COLLÈGE BÉNÉVOLES

<b>BAISE YVES</b>	GRAAL	
<b>CALONNE Dominique</b>	Collectif des SDF de Lille	Secrétaire Adjoint
<b>CHARONNAT Mireille</b>	Fondation Abbé Pierre	Secrétaire
<b>DEMANGEON Etienne</b>	APREMIS	
<b>DENIELLE Hugues</b>	OSLO	Président
<b>DUCAMP Christine</b>	la Sauvegarde du Nord	
<b>DUMOULIN Philippe</b>	Temps de vie	Vice-président
<b>HENRY Jean-Paul</b>	ADARS	
<b>MORISSET Jean-Yves</b>	SOLFA	
<b>VANCAUWELAERT Anne-Marie</b>	APSA	
<b>VETRINO Georges</b>	Accueil et Promotion	

#### COLLÈGE CADRES

<b>CARPENTIER Bertrand</b>	La Pose	Trésorier
<b>DAVID-BROCHEN Martin</b>	La Sauvegarde du Nord	
<b>DESROUSSEAUX Olivier</b>	GRAAL	Trésorier Adjoint
<b>GALLIANO Julien</b>	APAP	
<b>HENRY Gilles</b>	Fondation Abbé Pierre	
<b>LECONTE Olivier</b>	Home des Flandres	
<b>SPICHT Franck</b>	AFEJI	
<b>VEGEGA Monique</b>	APREMIS	
<b>VERHERTBRUGGE David</b>	ADARS	

#### COLLÈGE DES INTERVENANTS SOCIAUX

<b>DAVID Sarah</b>	Eole
<b>LOISEAU Vincent</b>	La Sauvegarde du Nord
<b>PICHON Céline</b>	ADARS

#### COLLÈGE DES PERSONNES ACCUEILLIES ET ACCOMPAGNÉES

<b>BALI Houria</b>	Accueil 9 de coeur
<b>MILLIOT Christopher</b>	Collectif SDF de Lille
<b>NGE ANYASOLI Catherine</b>	APREMIS

#### CONSEIL DES TERRITOIRES

<b>CHOVAUX François</b>	Blanzly Pourre	Vice-président Pas-de-Calais Littoral
<b>DEMANZE Marc</b>	Accueil 9 de coeur	Vice-président Pas-de-Calais Intérieur
<b>DUMOULIN Jean-Christophe</b>	ADARS	Vice-président Oise
<b>JONAS Claudie</b>	CAO Flandres	Vice-président Flandres Maritime et Intérieure
<b>LEROY Gwenaël</b>	AGENA	Vice-président Somme
<b>ROUVIERE Frédéric</b>	La Sauvegarde du Nord	Vice-président Arrondissement de Lille
<b>RUDEWICZ Samuël</b>	ARPE	Vice-président Hainaut-Cambrésis
<b>SANCHEZ Bruno</b>	Accueil et Promotion	Vice-président Aisne



# Fédération des acteurs de la solidarité

**HAUTS-DE-FRANCE**

199-201, rue Colbert  
Centre Vauban - Bâtiment Lille  
2ème étage  
59000 Lille

03 20 06 15 06  
03 20 08 63 34

hautsdefrance@federationsolidarite.org  
www.federationsolidarite.org/hauts-de-france



## DÉLÉGUÉE RÉGIONALE

**Tiffany THIROLLE**

06 84 03 04 45  
tiffany.thirolle@federationsolidarite.org  
Somme/Oise et Arrondissement de Lille

## CHEFFE DE PROJETS

**Anne-Béatrice DELAITE**

06 75 20 51 96  
anne-beatrice.delaite@federationsolidarite.org

- ✓ Accès à l'Emploi - Projets transversaux
- ✓ Santé

Hainaut-Cambrésis-Aisne

## CHEFFE DE PROJETS

**Delphine MORREEUW**

06 08 28 11 98  
delphine.morreeuw@federationsolidarite.org

- ✓ SIAO
- ✓ Veille sociale
- ✓ Hébergement

Pas-de-Calais Intérieur et Littoral

## ASSISTANT ADMINISTRATIF

**Antoine DECOSTER**

03 20 06 15 06  
antoine.decoster@federationsolidarite.org

## CHARGÉE DE MISSIONS

**Olivia NOEL**

06 16 96 73 79  
olivia.noel@federationsolidarite.org

- ✓ Habitat
- ✓ Logement d'abord

## CHARGÉE DE MISSIONS

**Emilie GARBE**

07 50 59 05 96  
emilie.garbe@federationsolidarite.org

- ✓ Jeunes
- ✓ Migrants
- ✓ RSA

Flandres intérieure et maritime

## CHARGÉ DE MISSIONS

**Charles MOTTE**

06 43 56 99 48  
charles.motte@federationsolidarite.org

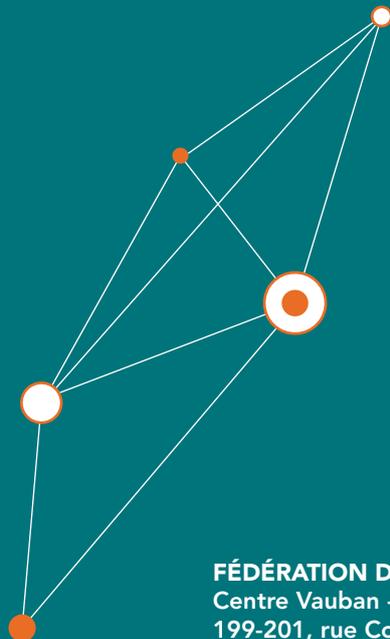
- ✓ Santé
- ✓ Participation



# Les adhérents de la Fédération des acteurs de la solidarité des Hauts-de-France







## FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ HAUTS-DE-FRANCE

Centre Vauban - Bâtiment Lille - 2ème étage

199-201, rue Colbert - 59000 Lille

Tél: 03 20 06 15 06 - Fax: 03 20 08 63 34

hautsdefrance@federationsolidarite.org

<https://www.federationsolidarite.org/hauts-de-france>

